

Blocage de raffineries, grèves, violences : la gauche radicale, un poison français



- Crédits photo : BORIS HORVAT/AFP

Vox Politique (<http://premium.lefigaro.fr/vox/politique/>) | Par Frédéric Saint Clair (#figp-author)

Publié le 24/05/2016 à 12h27

FIGAROVOX/CHRONIQUE - La CGT a annoncé ce mardi matin que les huit raffineries françaises étaient désormais en grève. Pour Frédéric Saint Clair, la gauche radicale nuit durablement à la France.

*Frédéric Saint Clair est mathématicien et économiste de formation. Il a été chargé de mission auprès du Premier ministre Dominique de Villepin pour la communication politique (2005-2007). Il est aujourd'hui consultant en **stratégie et communication politiques.** (<http://www.saintclair-communication.com/>)*

La CGT annonce ce matin que les huit raffineries françaises sont désormais en grève. La gauche radicale soutient le mouvement des grévistes. Le pays s'apprête encore une fois à vivre un épisode douloureux, économiquement et socialement. Cette extrême gauche, qu'elle soit politique, syndicale ou intellectuelle, demande d'une seule voix le retrait de la Loi Travail. Peut-être même davantage: la disparition de l'actuelle gauche de gouvernement sous prétexte qu'elle n'est pas la

«vraie» gauche mais une forme de libéralisme déguisé. La gauche radicale prétend disposer d'un projet alternatif, plus humain, plus écologique, plus social. Qu'en est-il?

La gauche radicale dispose en effet d'un projet, mais il n'a pas l'importance que les autres partis politiques accordent au leur. La raison? Ce n'est pas le réel qui définit le projet de cette gauche, c'est un ensemble de concepts abstraits que l'on nomme idéologie. Le réel vient s'y greffer ensuite, pour appuyer les propositions, pour séduire l'opinion et lui présenter une image «crédible» d'un projet alternatif qui justifie que l'on s'oppose au projet en cours. L'opposition au projet en cours, quel qu'il soit, demeure toujours la priorité. Dans la conscience de Philippe Martinez, de Jean-Luc Mélenchon ou de Frédéric Lordon, l'objet politique premier demeure la lutte sociale, que Marx nommait «lutte des classes». Tout est prétexte à cette lutte. Tout y est soumis. Même l'économie du pays. Même le sort des ouvriers dont ils prétendent défendre la cause. Si la gauche radicale est dite «radicale», ce n'est pas à cause de la teneur de ses propositions politiques. C'est à cause de sa méthode: le conflit, la lutte des classes, la manifestation, le blocage, et bien souvent, la destruction, le saccage, c'est à dire la violence.

La gauche radicale, sous ses trois formes, politique, syndicale et intellectuelle, est un poison politique. Elle nuit à la France depuis trop longtemps. Elle doit disparaître.

Le principe sous-jacent à l'action radicale est politiquement problématique. Ce principe de la lutte des classes, qui a été reformulé en «lutte sociale», est la négation de ce qui constitue pourtant le fondement, d'Aristote à Montesquieu, de tout projet politique digne de ce nom: l'unité de la nation. Le projet politique de la gauche radicale repose à l'inverse sur la division de la nation, sur sa fracturation violente, sur l'opposition révolutionnaire d'une partie du corps politique contre l'autre. En effet, pas de gauche radicale sans désignation de l'ennemi: le bourgeois, le patron, le détenteur de l'autorité, le policier, le militaire, etc. Par exemple, la gauche radicale condamne toujours vivement les violences policières, mais exprime toujours une certaine compréhension, pour ne pas dire de l'empathie, pour les auteurs de violences dirigées contre les forces de l'ordre, comme nous

avons encore pu le constater récemment. Une séquestration de patron? Même réaction. La gauche radicale n'excuse pas forcément, mais elle comprend, elle compatit. Ce que cette gauche reproche à l'extrême droite sur le volet identitaire, elle l'accomplit sur le volet social.

La gauche radicale, sous ses trois formes, politique, syndicale et intellectuelle, est un poison politique. Elle nuit à la France depuis trop longtemps. Elle doit disparaître.

Qui porte a la responsabilité de son existence et de sa pérennité? Qui devrait être chargé de saper ses fondements? La gauche de gouvernement, cette gauche qui aujourd'hui peine à trouver son chemin parce qu'elle est sans cesse en train de regarder vers son extrême gauche, comme pour demander la permission d'agir, comme pour chercher une caution «de gauche», un satisfecit. Jean Jaurès a pourtant commencé ce travail de sape en son temps, notamment au moment où Alexandre Millerand est entré dans le gouvernement de Waldeck-Rousseau, considéré comme bourgeois. Jaurès y voyait dynamisme et puissance tandis que Jules Guesde dénonçait une trahison. L'abandon du principe de la lutte des classes prenait ainsi fin pour une certaine gauche tandis que l'autre s'y accrochait de toutes ses forces, refusant même de soutenir Dreyfus au prétexte qu'il n'était pas ouvrier. Un siècle plus tard, rien n'a vraiment changé, si ce n'est que les responsables de gauche n'ont plus l'envergure de Jaurès, et que le regard doux et nostalgique que porte le PS sur la gauche radicale est indigne. Son refus de dénoncer l'idéologie, les méthodes, les discours du PC, du PG, d'EELV, voire de la CGT, de FO, etc., sous prétexte que cette partie de l'électorat lui est indispensable pour réaliser «l'union de la gauche» et ainsi conquérir le pouvoir est irresponsable.

La vérité, c'est que la France ne peut plus se permettre de soutenir encore longtemps cet intérêt intellectuel pour le corpus marxiste, car les épigones du penseur rhénan sont aujourd'hui des cervelles creuses et agressives (dont Nuit Debout a été un exemple éclatant), et les déclinaisons politiques et syndicales du marxisme nuisent au pays tout entier, ouvriers et salariés compris, comme jamais auparavant. Il est temps que ça cesse.

Frédéric Saint Clair

